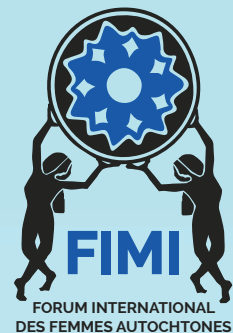


Rien de nous, sans nous



RAPPORT ANNUEL 2023

Crédits

Coordination générale:

Teresa Zapeta

Comité de rédaction:

Carolina Bruck, Isabel Flota, Lenys Bordón

Édition:

Carolina Bruck

Textes:

Karen Rojas Kauffman, Isabel Flota, Carolina Bruck, Arisbeth Márquez, Salma Abo Harp, Jessica Oliva

Traduction en anglais et en français:

Jeremie Yared

Coordination de la conception:

Lenys Bordón

Conception et mise en page:

Viviana Botero, María Paz Arriagada

Correction:

Virginia Avendaño

© Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI), 2024

Droits réservés

Le contenu de cette publication peut être reproduit sans autorisation à condition de citer la source et que le matériel ne soit pas utilisé à des fins commerciales.





Index

Éditorial: Honorer le passé pour construire l'avenir	5
2023 : nous unissons nos forces et élevons de nouvelles voix	6
Des voix pour le plaidoyer	8
CSW67 : Dialogue stratégique pour la mise en œuvre effective de la RG39	10
UNPFII : Les Femmes autochtones discutent de la mise en œuvre effective de la RG39	14
COP28 : Les Femmes autochtones unies face aux changements climatiques	18
Outils de leadership	23
Dix ans de l'École internationale de leadership. Jeter des ponts et partager nos connaissances pour le plaidoyer	24
École internationale de leadership 2023. Un espace de croissance collective	26
Une direction d'avenir : Aminatu Gambo et le renforcement du pouvoir des Femmes autochtones	28
Réseaux pour le bien-vivre	33
Les voix de nos membres : une fenêtre sur le bien-vivre	34
La diversité culturelle et les différents points de vue	37
Gardiennes des savoirs ancestraux : rencontre de recherche interculturelle, décoloniale et de plaidoyer politique	38



Honorer le passé pour construire l'avenir

Lettre à ceux et celles qui nous accompagnent

Au fil du temps, les Femmes autochtones ont formé des alliances stratégiques pour atteindre des objectifs historiques communs, dont l'égalité de genre et le renforcement du pouvoir de toutes les femmes et les filles. Ainsi, tous les ans, nous faisons de nouvelles avancées pour mieux nous défendre contre différentes formes de violence.

Aujourd'hui, nous désirons célébrer les progrès réalisés en 2023. Sœurs autochtones, femmes leaders communautaires, activistes et défenseuses de droits ont consacré leur temps et leur énergie à une mission commune : un monde libre de toutes formes de discrimination; un monde où les Femmes autochtones réalisent pleinement leurs droits fondamentaux individuels et collectifs et leur bien-être.

Dans ce Rapport annuel 2023, vous trouverez un compte-rendu des actions que nous avons menées à travers le monde. Nous avons exercé notre influence dans des espaces stratégiques pour la mise en œuvre de la Recommandation générale 39 pour les Filles et les Femmes autochtones du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Ces espaces ont inclus la Commission de la condition de la femme (CSW67, pour son acronyme en anglais) et l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII, pour son acronyme en anglais). De plus, nous avons cheminé vers la 28e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28).

Au fil des pages de ce document, vous pourrez également trouver des détails sur notre plan de formation pour les Femmes autochtones du monde entier offert par l'École internationale de Leadership, qui a fêté en 2023 son dixième anniversaire, et sur le soutien financier offert par le Fonds Ayni du FIMI.

Vous trouverez en outre un rapport sur la Rencontre des chercheuses gardiennes des savoirs ancestraux, qui a permis aux sœurs de différents Peuples autochtones de discuter de stratégies pour la promotion d'une recherche interculturelle, décoloniale et axée sur le plaidoyer politique.

Chaque page de cette publication veut servir de rappel qu'ensemble, nous sommes plus fortes et que nos voix peuvent et doivent être entendues partout. Je vous invite à explorer toutes ces réalisations. Vous pouvez être fières de faire partie de cette communauté qui travaille sans relâche à honorer nos ancêtres pour le bien-être des générations présentes et futures.

Notre lutte continue, et notre engagement est inébranlable. Tandis que nous avançons vers une nouvelle année, nous

concentrons nos efforts sur la protection et la préservation du patrimoine de nos communautés.

Merci pour votre dévouement et votre engagement. Continuons à avancer ensemble vers un avenir plus juste et équitable pour nos sœurs autochtones du monde entier.

Teresa Zapeta

Directrice générale

Forum international des Femmes autochtones



2023:

nous unissons nos forces et élevons de nouvelles voix



Nous avons collaboré avec des Femmes autochtones et des organisations de Femmes autochtones de **5 régions du monde**: l'Afrique, l'Asie, les Amériques, l'Arctique et le Pacifique.



Nous avons élaboré **19 propositions de financement** pour des programmes stratégiques et de renforcement institutionnel. Nous avons établi **22 ententes**.

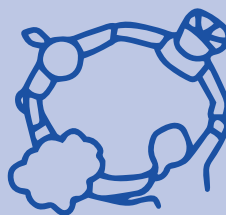


Nous avons conclu notre premier processus de narration institutionnelle. **Nous avons renouvelé notre site Web**.



PLAIDOYER ET PARTICIPATION POLITIQUE

Nous avons renforcé nos actions pour l'adoption de la **Recommandation générale 39 de la CEDEF**.



Nous avons encouragé la participation de **31 Femmes leaders autochtones** et leurs organisations à **17 forums**, réunions et processus internationaux.



Le FIMI a été officiellement admis comme « **observateur** » à la **COP28**.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

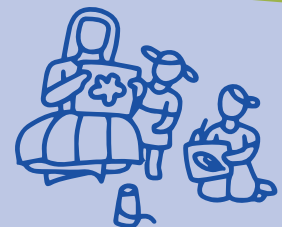
13 Femmes leaders autochtones de l'Arctique, du Pacifique, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé à la **dixième édition de l'École internationale de leadership.**



FONDS AYNI



Nous avons reçu **452 projets; 103** ont été approuvés. Nous avons directement atteint **54 775 personnes. 208 Peuples autochtones** de **49** pays ont bénéficié du Fonds Ayni.



RECHERCHE ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

375 Femmes autochtones ont été indirectement soutenues par le programme de Recherche et partage des connaissances du FIMI.



16 Femmes leaders autochtones de différentes régions ont participé à la rencontre de chercheuses autochtones gardiennes des savoirs ancestraux, au Panama.







Des voix pour le plaidoyer

« Quand une femme parle, elle ne parle pas seulement d'elle-même. Elle parle avec la voix de ses ancêtres, elle parle avec la voix de toute sa lignée. ».

Teresa Zapeta, Peuple Maya K'iche, directrice générale du FIMI

« Les Peuples autochtones, et en particulier les femmes, doivent être intégrés à tous les niveaux du processus décisionnel afin d'y inclure leurs forces, leurs connaissances et leurs identités culturelles. »

Malarndirri McCarthy, Peuple Yanyuwa, sous-ministre de la Santé autochtone du Territoire du Nord de l'Australie

CSW67 : Dialogue stratégique pour la mise en œuvre effective de la RG39

Les Femmes leaders autochtones ont convenu d'un programme de plaidoyer mondial conjointement avec des acteurs clés, les États membres, des alliés et différents mécanismes des Nations Unies pour garantir l'utilisation effective de la Recommandation générale 39 de la CEDEF (RG39).



'Rassemblement de femmes indigènes à New York - Photo prise par Christopher Muncy.'

Le Forum international des Femmes autochtones (FIMI) et le Service des Peuples autochtones et du développement du Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones (IPDB/SPFII) ont organisé un dialogue stratégique pour élargir la diffusion de la Recommandation générale 39 (RG39) de la CEDEF et définir les prochaines étapes pour assurer sa mise en œuvre dans le monde entier. Le dialogue s'est tenu le **10 mars 2023** dans le cadre de la 67^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW67) à l'ONU. **L'événement a réuni des Femmes leaders autochtones de réseaux régionaux d'Asie, d'Afrique, des Amériques, de l'Arctique et du Pacifique, des délégations gouvernementales et des donateurs, dans le but de discuter des progrès réalisés et des lacunes dans la mise en œuvre de la RG39, et du soutien que cet outil offre pour freiner la discrimination qui pèse sur les Femmes et Filles autochtones.**

Pour marquer le début de la rencontre, **Tarcila Rivera Zea**, femme quechua du Pérou et présidente du FIMI, a affirmé que le principal défi pour la mise en œuvre de la Recommandation était de faire en sorte que les États membres créent des politiques publiques qui contribuent au renforcement du pouvoir individuel et collectif des Femmes et Filles autochtones partout dans le monde. **« La mise en œuvre ne sera pas facile. Nous avons mené un travail acharné ancré dans la solidarité aux niveaux local, régional et international, touchant l'esprit et le cœur des décideurs clés pour parvenir à protéger les droits des femmes et des filles »**, a-t-elle déclaré.

La sénatrice **Malarndirri McCarthy**, femme yanyuwa d'Australie et sous-ministre de la Santé autochtone dans le Territoire du Nord de ce pays, a admis avoir vécu les violences de première main en tant que femme. « **Les Peuples autochtones, et en particulier les femmes, doivent être intégrés à tous les niveaux du processus décisionnel afin d'y inclure leurs forces, leurs connaissances et leurs identités culturelles** », a-t-elle déclaré. Elle a expliqué qu'en Australie, la mise en œuvre de la RG39 se fera « **à travers la mise en place d'un organe consultatif permanent, qui conseillera le Parlement sur les questions qui impactent ce secteur.** » Elle a de plus soutenu : « **Nous travaillerons en partenariat avec les acteurs politiques et la communauté de bailleurs de fonds pour atteindre les objectifs économiques, sociaux et de réformes prioritaires dans le cadre de notre accord national visant à combler les écarts.** »

“ Nous avons mené un travail acharné ancré dans la solidarité aux niveaux local, régional et international, touchant l'esprit et le cœur des décideurs clés pour parvenir à protéger les droits des femmes et des filles », a signalé Tarcila Rivera Zea.

Haley Bather, une jeune Anangu d'Australie, enseignante dans une école locale de Filles autochtones, a fait l'éloge de ce dialogue en disant : « **il n'y a pas de meilleur endroit pour promouvoir la mise en œuvre de la RG39, qui servira à maintenir le lien avec leurs connaissances ancestrales, à travailler pour la reconnaissance de leurs droits, et à bâtir des espaces où les jeunes femmes se sentent acceptées tout en devenant économiquement indépendantes et en parvenant à générer des changements au sein de leurs communautés** ».

Participant à l'événement à distance, **Leticia Bonifaz**, experte du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), a souligné lors de la réunion qu'« **il n'est pas possible d'imaginer un monde où les usages ancestraux et les cosmovisions des communautés et des Peuples autochtones ne seraient pas reconnus et valorisés.** » À cet égard, a-t-elle déclaré, la Recommandation est un document historique qui a été construit à partir des discussions soutenues par des Femmes autochtones de différentes parties du monde. Elles se sont penchées sur des questions fondamentales comme l'éducation, la santé, le travail et l'autonomisation économique, le tout avec une approche transversale qui rassemble les voix des femmes handicapées, LGBTI+, migrantes ou privées de liberté.



“ Les autorités sont déterminées à faire en sorte que le Parlement australien travaille avec les peuples des Premières nations pour améliorer leurs conditions de vie », a déclaré Malarndirri McCarthy.

Beatrice Duncan, conseillère en matière d'état de droit et personne-ressource sur les questions autochtones à ONU Femmes, a expliqué que suivant l'adoption de la RG39, tous les États membres doivent soumettre un rapport dans les quatre ans pour que le comité examine la portée de la Recommandation dans le quotidien des Femmes autochtones. Le rapport doit inclure la description des mesures adoptées, et le Comité pourra exiger des renseignements supplémentaires tant qu'il le jugera nécessaire afin de savoir comment les droits affirmés dans la Recommandation sont respectés, ainsi que pour connaître les stratégies de collaboration avec les organisations de Femmes autochtones mises en place au niveau national.

Mariam Bouraïma, femme peule du Bénin et membre de l'Organisation des Femmes autochtones d'Afrique (AIWO), a réitéré que « **Les États membres devraient prendre des mesures pour mettre fin à la discrimination et, par l'application de la RG39, impliquer les femmes dans les espaces décisionnels** ».

Pour sa part, **Erika Unnes**, activiste du Forum des femmes Saami, a souligné que malgré la prolifération d'engagements internationaux antérieurs visant à protéger les droits des Peuples autochtones en général, et des Femmes autochtones en particulier, il reste encore des vides réglementaires qui rendent difficile pour ces femmes l'accès à la sécurité alimentaire, aux ressources naturelles de leurs communautés et à leurs identités culturelles, ce qui se manifeste par une dépossession systématique de leurs langues, terres, territoires et ressources naturelles. C'est pourquoi, selon Unnes, la RG39 représente « **un nouveau point de départ pour que toutes les femmes qui se battent pour la défense de ces droits, qu'elles vivent dans des espaces ruraux ou non ruraux, soient au fait des ressources juridiques et administratives dont elles disposent** ».

Parlant des possibilités de collaboration entre la Fondation Ford et les mouvements de Femmes autochtones pour promouvoir la mise en œuvre de la Recommandation, **Mónica Alemán**, directrice du Programme international pour la justice de genre, raciale et ethnique, a souligné qu'afin de mettre en œuvre la RG39, la Fondation Ford « **affectera de plus en plus de ressources** » aux organisations de Femmes autochtones et à d'autres groupes afin que les réglementations internationales puissent passer des rêves aux réalités locales. « **Il est important de lancer et de maintenir un dialogue ouvert et permanent avec le Forum international des Femmes autochtones, de manière à pouvoir identifier de nouveaux partenaires pour l'allocation de ressources financières** », a-t-elle ajouté.

Mme Alemán a souligné que « **l'une des décisions que nous avons prises est celle de soutenir politiquement les mouvements de Femmes autochtones que nous soutenons financièrement** ». Cela constitue une grande occasion pour que les organisations qui reçoivent déjà un soutien de la Fondation puissent coparticiper activement aux processus de dialogue et définir la direction à prendre avec leurs homologues ou autres donateurs.

D'après **Eleanor Dictaan-Bang-oa**, femme Kankanaey Igorot des Philippines, du Réseau des Femmes autochtones d'Asie (AIWN), la Recommandation apporte d'importantes réflexions sur l'égalité et la non-discrimination, avec une approche intersectionnelle aux formes de discrimination. « **En tant que Filles et Femmes autochtones, nous subissons des formes de violences intersectionnelles qui sont intégrées dans les structures des États colonisateurs, affectant systématiquement notre capacité d'exercer nos droits individuels et collectifs** », a-t-elle souligné.



Patricia Torres Sandoval, leader Purhépecha du Mexique et fondatrice de la Coordinatrice nationale des Femmes autochtones (CONAMI-Mexico), a insisté que pour assurer une mise en œuvre efficace et effective de la Recommandation, « **une volonté politique et une allocation adéquate de ressources de la part des États et de la communauté de bailleurs de fonds sont particulièrement cruciales pour la construction collaborative de programmes et de politiques répondant aux besoins des Filles et des Femmes autochtones du monde entier** ».

Pour clôturer la rencontre, **Gladys Acosta**, ancienne présidente du Comité de la CEDEF, a souligné que ce **dialogue stratégique démontre l'énorme potentiel de la Recommandation en soi**, en précisant que « les États membres auront la plus grande part de responsabilité pour diffuser la RG39 dans toutes les langues et à travers tous les canaux ». De plus, elle a déclaré que « **l'adoption de cet instrument international devait se faire de manière collaborative et coordonnée par les organisations de femmes, les institutions et les acteurs politiques clés** ».

Nadine Gasman, présidente de l'Institut national de la femme (INMUJERES), a reconnu que le plus grand défi des différents gouvernements sera de garantir l'accessibilité de la RG39 dans les langues des Peuples afin de la faire connaître au sein des communautés pour que plus de femmes puissent s'approprier de cet outil de protection des droits, et ce dès l'enfance. « **L'appropriation institutionnelle de la Recommandation à tous les niveaux — fédéral, local, municipal et étatique — est un élément clé pour parvenir à son application effective. Depuis INMUJERES, nous allons soutenir cet effort pour continuer à assurer la pleine participation des Femmes et des Filles autochtones comme protagonistes, tant au sein de leurs communautés qu'à l'extérieur** », a déclaré Nadine.



"Rassemblement de femmes indigènes à New York
- Photo prise par Christopher Muncy."

Une autre rencontre pour la défense de nos droits. Rencontre avec des représentantes d'ONU Femmes

Au FIMI, nous considérons qu'il est urgent de renforcer l'alliance entre les Femmes autochtones et ONU Femmes, et d'ouvrir un dialogue approfondi entre les leaders et partenaires qui composent notre communauté sur la répartition des ressources accordées aux organisations de défense des droits de la personne. Pour cette raison, **le 24 août 2023, nous avons tenu une réunion à distance avec des représentants du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes**. Cette initiative des Nations Unies a été renforcée par l'adoption récente de la Recommandation générale 39 de la CEDEF (RG39).

La réunion a été organisée en guise de suivi aux questions soulevées lors de notre récent Dialogue stratégique sur la RG39, qui a eu lieu lors de la 67^e séance de la Commission de la condition de la femme (CSW67) à New York.

Si vous souhaitez consulter un compte-rendu de l'événement, visitez le site Web du FIMI:

<https://fimi-iiwf.org/fr/noticia/pour-faire-de-nos-droits-une-realite-et-mettre-fin-aux-violences-les-femmes-autochtones-ont-rencontre-des-representants-du-fonds-d-affectation-speciale-des-nations-unies/>

UNPFII : Les Femmes autochtones discutent de la mise en œuvre effective de la RG39

Lors d'un événement parallèle à la 22^e session de l'UNPFII, des activistes de différentes organisations autochtones ont discuté de la mise en œuvre de la RG39 pour la défense des droits individuels et collectifs des Femmes autochtones.

La 22^e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) au siège des Nations Unies à New York a constitué un moment clé de rencontres entre institutions internationales, agences des Nations Unies et organisations autochtones. **Le 17 avril 2023**, lors d'un événement parallèle, une rencontre a eu lieu entre l'Indigenous Peoples Rights International (IPRI), le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les Peuples autochtones, le Conseil circumpolaire inuit (ICC), le Fonds Christensen, l'Institut pour l'étude des droits de la personne de l'Université Columbia, le Forum autochtone d'Abya Yala et le Forum international des Femmes autochtones (FIMI) **pour continuer à faire avancer la mise en œuvre de la Recommandation générale 39 de la CEDEF (RG39).**

L'UNPFII est un organe consultatif qui promeut le respect et la conformité effective à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones. **Cette édition du Forum s'est avérée fondamentale pour travailler à notre objectif commun: promouvoir l'utilisation de cet instrument des droits de la personne juridiquement contraignant qui envisage les différentes dimensions de la discrimination subie par les Femmes autochtones.**

Lors de l'ouverture de la rencontre, **Joan Carling**, activiste Kankana-ey Igorot des Philippines et directrice générale de l'IPRI, a expliqué que la Recommandation aborde les droits individuels et collectifs des Femmes autochtones, « en particulier les problèmes et les préoccupations des défenseuses autochtones, et reconnaît les risques et les diverses formes d'attaques auxquels elles sont susceptibles lorsqu'elles pratiquent leurs activités de subsistance en lien avec l'enjeu de l'accès à leurs terres et ressources naturelles et du contrôle sur ceux-ci ». La mise en œuvre est importante, car elle appelle les États à veiller à ce que les défenseuses ne fassent pas l'objet de représailles ou de criminalisation pour leur travail, a-t-elle expliqué.

Pour sa part, **Tarcila Rivera Zea**, présidente du FIMI et femme quechua du Pérou, a assuré que l'appropriation de la Recommandation représente un grand défi. « Nous devons travailler avec nos propres organisations afin que la mise en œuvre ne profite pas seulement aux filles et aux femmes; les Peuples autochtones doivent l'utiliser pour générer des politiques nationales qui servent directement les communautés », a-t-elle déclaré.





Selon Joan Carling, la RG39 aborde « spécifiquement les problèmes et les préoccupations des défenseures autochtones, et reconnaît les risques [...] auxquels elles sont susceptibles lorsqu'elles pratiquent leurs activités de subsistance en lien avec l'enjeu de l'accès à leurs terres et ressources naturelles et du contrôle sur ceux-ci ».

Dans son message d'ouverture, la leader Arhuaca **Leonor Zalabata Torres**, ambassadrice de Colombie auprès des Nations Unies, a affirmé que « la participation sociale aux décisions des États joue un rôle important pour la paix, le développement durable de la terre, et la fraternité et la solidarité des Peuples ». 3La Recommandation 39 de la CEDEF, a-t-elle ajouté, « nous permet de décider comment nous voulons vivre nos cultures, selon le principe du consensus et en harmonie avec nos réalités ».

Gladys Acosta, ancienne présidente du comité de la CEDEF, a commenté qu'« à l'heure où les forces de la mort semblent vouloir s'imposer, la RG39 représente une vaste réflexion sur les forces de la vie et leur prévalence ». Ce que nous avons accompli avec la Recommandation,

main dans la main avec les organisations et les Femmes autochtones, a-t-elle assuré, « c'est de recueillir respectueusement la vision du monde, la spiritualité des Peuples et de reconnaître le lien profond entre leurs droits, les territoires et les ressources naturelles des communautés ».

La Recommandation générale 39 « est un instrument de lutte », a-t-elle souligné.

En outre, « elle insiste sur l'obligation des États parties de garantir l'accès à l'éducation, à la santé et à la participation politique à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés, et exhorte les États à prendre des mesures contre les violences de genre, y compris celles perpétrées par les forces publiques ou parapubliques », a-t-elle conclu.

“ La participation sociale aux décisions des États joue un rôle important pour la paix, le développement durable de la terre, la fraternité et la solidarité des peuples », a déclaré Leonor Zalabata Torres.



Nukila Evanty, directrice générale du Women Working Group (WWG), et **Rosalee González**, coordinatrice de la région nord de l'Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (ECMIA), ont convenu que le racisme structurel aggravé par la discrimination fondée sur le genre continue d'être un fait du quotidien pour les Filles et les Femmes autochtones du monde. La RG39 « répond à un appel permanent des Premières Nations à créer un instrument spécifique pour promouvoir et protéger nos droits, et représente une lutte croissante pour une plus grande inclusion tout en préservant l'identité culturelle de nos peuples », a déclaré González.

La sous-secrétaire générale des Nations Unies et directrice générale adjointe d'ONU Femmes, **Åsa Regnér**, a reconnu la grande importance des alliances que les organisations et Femmes autochtones ont établies pour parvenir à cette recommandation stratégique, ajoutant qu'il était important que tous et toutes continuent à travailler à sa mise en œuvre. « Il est prouvé que les Filles et les Femmes autochtones sont trois fois plus susceptibles de subir des violences que celles qui ne sont pas autochtones. Des défenseures autochtones sont même tuées pour chercher à protéger les droits d'autres femmes, et ces attaques ne passent pas aux grands titres de l'actualité », affirme-t-elle. Les actions que nous promovons, a-t-elle ajouté, doivent contribuer à rendre visibles les violences réellement vécues.

Sara Olsvig, présidente internationale du Inuit Circumpolar Council (ICC), a évoqué la période où le gouvernement danois avait forcé l'implantation de

contraceptifs sur les femmes dans le but de réduire le taux de natalité au Groenland. « Entre 1966 et 1975, quelque 4 500 filles et femmes inuites ont reçu un dispositif intra-utérin (DIU), souvent à leur insu », a-t-elle expliqué. Ce projet de planification familiale forcée a porté atteinte à la santé des femmes, qui ont pendant plusieurs années après souffert de douleurs, d'infections et de difficultés de grossesse. « La recommandation que nous avons entre les mains peut nous aider à faire en sorte que de si honteuses violations sur le corps de femmes ne se reproduisent plus jamais », a-t-elle déclaré.

Pour clore la rencontre, Puyr Tembé, présidente de la Federação Estadual dos Povos Indígenas do Pará (FEPIPA), a expliqué que l'organisation des Femmes autochtones au Brésil est relativement récente, mais que « nous avons réussi à renforcer et à multiplier nos voix en occupant des espaces institutionnels qui nous aident à créer des politiques publiques mieux alignées avec nos besoins et nos intérêts ».

« Nous avons fait d'importants progrès pour la reconnaissance formelle de nos droits, et la Recommandation générale 39 est un outil pertinent qui reconnaît les Femmes autochtones comme agents de changement, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos Peuples, et nous permet de jouir du plein exercice de nos droits politiques », a-t-elle conclu.



Un dialogue nécessaire. Discussion sur les problèmes des Femmes inuites à l'UNPFII

Pour renforcer le mouvement des Femmes inuites de l'Arctique, nous avons organisé le **20 avril 2023 un autre événement parallèle à la 22^e session de l'UNPFII**. La rencontre a été organisée par le FIMI, le Conseil circumpolaire inuit (CCI) et la Mission permanente du Danemark à New York, dans le but de promouvoir la mise en œuvre de la Recommandation générale 39 de la CEDEF et d'exiger ainsi des États qu'ils protègent les droits individuels et collectifs des Filles et des Femmes autochtones. Le dialogue s'est articulé autour des enjeux spécifiques aux femmes inuites dans les différentes régions arctiques du monde, et des stratégies pour y remédier ont été proposées sur la base d'une collaboration entre organisations autochtones et l'ONU.

Si vous souhaitez consulter un compte-rendu de l'événement, visitez le site Web du FIMI :

<https://cedaw.fimi-iiwf.org/fr/2023/05/31/les-femmes-inuites-de-larctique-concoivent-des-strategies-de-collaboration-entre-les-organisations-autochtones-et-lonu-pour-la-mise-en-oeuvre-de-la-recommandation-generale-n/>



*Femmes indigènes à la Marche des Femmes Indigènes : Défense de la biodiversité à travers les racines ancestrales à Brasilia, Brésil.

Le 11 septembre 2023, à Brasilia, plus de quatre mille femmes se sont rassemblées pour démontrer, avec leurs danses et leurs chants, toute la puissance de la lutte collective. Elles ont toutes participé à la troisième édition de la **marche des Femmes autochtones – Écosystème de femmes pour la défense de la biodiversité à travers des racines ancestrales**. « Une nouvelle ère est en train de naître, dans laquelle nous n'allons pas accepter la violence, mais plutôt la combattre. Nous allons mettre un frein aux violences contre nous, contre notre existence; nous désirons être respectées en tant que femmes guerrières, femmes puissantes, femmes qui construisent des rêves », a déclaré la leader autochtone Puyr Tembé.

COP28 : Les Femmes autochtones unies face aux changements climatiques

Des organisations de Femmes autochtones discutent de l'impact des changements climatiques sur nos communautés. Notre résilience et notre capacité de gestion des ressources marquent un chemin participatif vers la justice environnementale.



"Femmes indigènes présentes à la COP28 à Dubaï - Photo par '100 Manières de Capturer le Vent'"

Les impacts des changements climatiques deviennent de plus en plus dramatiques pour les Peuples autochtones. Pour aborder l'aggravation de la crise environnementale, l'organisation Mama Cash, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Enlace Continental de Mujeres de las Américas (ECMIA), le Conseil circumpolaire inuit (CCI) et le Forum international des Femmes autochtones (FIMI) ont organisé un dialogue analytique et interactif avec des acteurs clés et des personnes représentantes de divers secteurs. **L'événement s'est tenu le 4 décembre 2023, en parallèle à la 28^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), pour générer des échanges, faire connaître et élaborer des stratégies résilientes pour faire face aux pertes et dommages que nous avons subis en raison des changements climatiques à travers le monde.**

Au cours du dialogue, qui s'est tenu dans la ville de Dubaï, aux Émirats arabes unis, nous avons échangé nos expériences sur les différentes manières que nous avons de gérer les impacts des changements climatiques dans nos communautés. **Cela nous a aidées à revoir et à systématiser nos stratégies, et à démontrer que les**

organisations de Femmes autochtones ont la capacité de gérer un financement plus direct, équitable, efficace et transparent pour remédier aux dommages et pertes, et ainsi garantir notre accès à la justice environnementale.

Naiyan Kiplagat, du Peuple Narok au Kenya et cofondatrice du Groupe de femmes Paran, a souligné le rôle des Femmes autochtones dans la conservation et la protection de l'environnement et de la sécurité alimentaire dans cette région d'Afrique. « Lorsque nous parlons de la résilience des Femmes autochtones aux impacts des changements climatiques, nous parlons également de l'exercice de nos connaissances traditionnelles, du travail collectif et de la nécessité d'innover et d'adapter nos pratiques ancestrales. L'alimentation est la clé pour faire face à de nouveaux défis », a-t-elle déclaré.

Cette leader, qui travaille à organiser et à renforcer les organisations de base, a expliqué que les Femmes autochtones devraient donner vie à des accords stratégiques avec des acteurs clés et, grâce à des alliances et programmes en commun, lier les problématiques locales à des solutions à l'échelle internationale.

Jackie Qataliña Schaeffer, du Peuple Iñupiaq de Kotzebue et représentante du Conseil circumpolaire inuit (CCI) en Alaska, a parlé des pertes et dommages qui sont occasionnés par la crise climatique et ont un impact sur la région arctique, détaillant également les mécanismes de collaboration utilisés par le Peuple inuit pour y faire face ou les minimiser. Elle a expliqué que, dans l'Arctique, l'augmentation des précipitations provoque des inondations et des problèmes d'érosion. De plus, l'augmentation des températures de l'air provoque la fonte du pergélisol et la fonte de glace de mer, ce qui fait monter le niveau des océans et provoque des inondations et des érosions côtières. Tous ces phénomènes sont le résultat de la catastrophe socio-environnementale causée par les changements climatiques.

“ Lorsque nous parlons de la résilience des Femmes autochtones aux impacts des changements climatiques, nous parlons également de l'exercice de nos connaissances traditionnelles, du travail collectif et de la nécessité d'innover et d'adapter nos pratiques ancestrales [...] », a déclaré Naiyan Kiplagat, cofondatrice du Groupe de femmes de Paran.



Pour lutter contre tous ces phénomènes planétaires, **Antonella Cordone**, spécialiste technique principale du Service de l'Environnement, du climat, des questions de genre et de l'inclusion sociale du Fonds international de développement agricole (FIDA), a souligné qu'il était nécessaire de sensibiliser les gens à l'importance d'un financement plus direct servant à protéger les territoires, les actifs et les moyens de subsistance des communautés autochtones.

Mme Cordone a expliqué que le FIDA contribue au **Fonds Ayni**, l'un des programmes phares du FIMI, qui mobilise et distribue des ressources humaines, financières et matérielles pour soutenir les organisations de Femmes autochtones dans le renforcement de leurs capacités et dans la mise en œuvre de projets de développement économique, environnemental et social.

“ Dans la lutte contre la crise climatique, il est impératif de parvenir à assurer un bon accès aux ressources techniques, financières et humaines, et que celles-ci soient gérées directement par les Femmes autochtones afin de parvenir à une transformation effective des communautés », a déclaré Jeanette Sequeira.

Enfin, l'agente de programmes pour l'Europe et l'Asie centrale et du nord de l'organisation Mama Cash, **Jeannette Sequeira**, a ajouté que la crise climatique implique également une absence de financement réel pour soutenir les entreprises qui, émergeant directement des territoires autochtones, peuvent générer avec très peu de ressources d'énormes transformations. Mme Sequeira travaille sur un programme international de plaidoyer pour une action climatique juste, axé à la fois sur les droits des femmes et sur les mouvements et communautés de justice environnementale.

« Dans la lutte contre la crise climatique, il est impératif de parvenir à assurer un bon accès aux ressources techniques, financières et humaines, et que celles-ci soient gérées directement par les Femmes autochtones

afin de parvenir à une transformation effective des communautés. Pour que cela devienne une réalité, l'accompagnement des agences de coopération multilatérale et bilatérale, qui ont développé des instruments de financement efficaces pour les Peuples autochtones, est crucial », a déclaré la responsable du programme de Mama Cash.

Mme Sequeira a lancé un appel urgent à la communauté internationale, aux acteurs clés et aux activistes et défenseuses des droits de la personne du monde entier pour élaborer un programme politique commun et renforcer les capacités et le leadership parmi les Femmes autochtones, parce que ce sont elles qui ont « la capacité de gérer les ressources pour faire face aux impacts des changements climatiques dans nos communautés ».



Traiter la terre comme une mère : les femmes de Paran reconnues à la COP28

Les Femmes autochtones de la communauté Ololunga, au Kenya — membres du collectif de Paran Women — ont été reconnues lors de la COP28 pour leur contribution à la lutte contre les changements climatiques. Depuis des décennies, les membres du collectif Paran Women installent des pépinières et mènent des travaux de reboisement pour récupérer la forêt dans laquelle elles vivent.

Naiyan Kiplagat, l'une des femmes fondatrices du groupe, s'est rendue à Dubaï pour recevoir cette reconnaissance. Il s'agit de la plus haute distinction décernée par la Conférence à des solutions non techniques. Selon Mme Naiyan, la justice climatique, c'est de comprendre l'environnement qui nous entoure et de traiter la terre comme une mère. Lors de la remise du prix, la leader a évoqué toutes les femmes kenyanes engagées dans le projet.

Pour en connaître davantage sur la façon dont ces femmes font face à la violence environnementale, consultez le site Web du FIMI :

<https://fimi-iwaf.org/fr/noticia/le-paran-women-group-une-pepiniere-pour-autonomiser-les-femmes-autochtones-et-semer-lespoir/>







Outils de leadership

« Je suis très enthousiaste, nous avons partagé et appris des choses merveilleuses pour continuer à avancer dans nos luttes. »

Pema Wangmo, Peuple Mugum

« La communauté internationale se réveille lorsque nous nous réunissons et partageons nos connaissances. »

*Siobhn Rumurang McManus,
Peuple Chamorro*

Dix ans de l'École internationale de leadership. Jeter des ponts et partager nos connaissances pour le plaidoyer

Lors de la dixième édition de l'École internationale de leadership, des femmes leaders et des activistes communautaires se sont réunies pour partager la force et la sagesse de leurs peuples. Cet espace leur a permis de renforcer leurs capacités et de générer des projets de plaidoyer en faveur des Femmes autochtones, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs communautés.

Au Kenya, les Femmes autochtones Samburu ne sont pas propriétaires de la terre: les systèmes de gestion du territoire actuels profitent aux hommes. La Constitution de la République du Kenya considère la terre comme une propriété, et pas comme une ressource socio-économique qui transforme la vie et qui est, en fin de compte, la clé de notre subsistance. Maria Lelitoya le sait, mais elle souhaite que les femmes africaines connaissent mieux leurs droits territoriaux, mitigent l'impact des industries extractives, obtiennent leur indépendance économique, et assurent leurs moyens de subsistance.

C'est pour soutenir les femmes qui, comme Maria Lelitoya, cherchent à améliorer les conditions de vie de leurs communautés **que nous avons fondé l'École internationale de leadership du FIMI. Depuis 2013, nous réunissons des femmes leaders et activistes d'Afrique, d'Asie, des Amériques, de l'Arctique et du Pacifique à travers une plateforme internationale qui nous aide à partager la force et la sagesse des Peuples autochtones, ainsi qu'à exercer notre influence en faveur des Femmes autochtones au sein de différents espaces décisionnels économiques et sociopolitiques.**

Qu'il soit question des séances de renforcement des capacités, de la création de réseaux et d'espaces permettant aux participantes de mener un travail de plaidoyer sur la scène internationale — guidées par des spécialistes qui ont une vaste expérience en matière des

droits de la personne et du plaidoyer —, ou des occasions de partager leurs expériences avec d'autres femmes, l'École internationale de leadership s'est avérée être l'un des programmes les plus emblématiques du FIMI.

En 2023, 13 femmes leaders ont participé : cinq représentantes d'Amérique latine, trois d'Afrique, quatre d'Asie et une de la région du Pacifique. Pendant deux mois et demi, les participantes se sont réunies à distance trois fois par semaine.

À cette occasion, les femmes sélectionnées ont profité de l'accompagnement d'une conseillère académique régionale de l'Université Columbia, et ont eu l'occasion de participer, par l'entremise d'une déclaration politique qu'elles ont rédigée conjointement, à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII).

Les séances — qui ont été menées en anglais et en espagnol — ont permis d'offrir une formation équitable et juste à des Femmes autochtones d'horizons très différents, qui se sont articulées entre elles pour élaborer des programmes internationaux pour exercer leur influence sur différents processus décisionnels internationaux. « La communauté internationale se réveille lorsque nous nous réunissons et partageons nos connaissances », a résumé Siobhon Rumourang McManus, diplômée de l'École.



Maria Lelitoya souhaite que les femmes d'Afrique connaissent mieux leurs droits territoriaux.



Renforcer le leadership, nourrir les compétences

Dans certaines communautés du Mexique, dans l'état de Oaxaca, les femmes ne peuvent pas exercer leur droit de vote. Pour pallier ces inégalités, Elizabeth Olvera traduira la Recommandation générale 39 de la CEDEF (RG39) en langues zapotèque, mixtèque et ayuük. Les Femmes autochtones disposeront ainsi d'outils pour faire valoir leurs droits politiques au sein du système communautaire et des partis électoraux. Elizabeth créera également un Observatoire citoyen, qui lui permettra de suivre l'état des droits de participation politique des femmes dans cette région du monde marquée par les inégalités.



Elizabeth Olvera traduira la RG39 de la CEDEF en langues zapotèque, mixtèque et ayuük.

Pour réaliser le rêve d'Elizabeth et ceux du reste des participantes, **l'École internationale de leadership a présenté cinq modules en ligne; la participation en ligne au Programme sur les droits des Peuples autochtones de l'Institut pour l'étude des droits de la personne de l'Université Columbia; et une nouvelle séance intitulée « Stratégies pour le renforcement des Femmes autochtones pour le plaidoyer politique : le point de vue des Femmes autochtones handicapées ».** Cela nous permettra, dans un avenir assez rapproché, d'assurer la représentation de personnes aux capacités différentes et de leurs organisations.



Regina Yuditiasari cherche à renforcer le rôle des femmes dans la protection des territoires ancestraux des Peuples autochtones Dayak et des territoires autochtones de Benuaq Tanjung (dans le village de Tangerang, Teluk Runja et Sidhari), de Kampong Silat Hulu et de Batu Menang, dans le kabupaten de Ketapang, au Kalimantan occidental en Indonésie. Regina souhaite que les femmes de ces communautés aient la liberté de gérer leurs territoires autochtones, selon leurs connaissances et leurs traditions. En 2023, l'École internationale de leadership l'a accompagnée dans ce processus.

Elsa Stamatopoulou, directrice du Programme des droits des Peuples autochtones à l'Université Columbia, a affirmé lors de la clôture de la dixième édition que « l'objectif le plus important de l'École est de tendre des ponts et de partager des connaissances ». En effet, au cours de ses années d'existence, le FIMI, à travers ses divers programmes, a servi de pont qui relie les Femmes autochtones à diverses sources de connaissance et de ressources humaines et financières. Cela facilite la formation de réseaux aux niveaux local, national, régional et international.

Dix ans d'un important parcours

Le dévouement du FIMI au renforcement des capacités des Femmes autochtones et des organisations qu'elles dirigent, grâce aux apprentissages qui ont lieu à travers l'École internationale de leadership, est rendu visible grâce à dix années d'importantes réalisations.

Les projets communautaires que nous mentionnons ici ne sont que quelques-uns des plans de plaidoyer formulés lors de la dixième édition de l'École internationale de leadership du FIMI. Ils démontrent aussi que, « en investissant dans la formation de Femmes leaders autochtones, les résultats positifs et les transformations à long terme profitent à un plus grand nombre de femmes, d'enfants et de communautés entières » a déclaré la coordinatrice de l'École, Cecilia Ramirez.

À la clôture de cette édition, il y a déjà 251 Femmes autochtones qui, comme Maria, Elizabeth et Regina, se sont lancées dans une aventure semée d'embûches, mais enrichissante pour défendre les droits individuels et collectifs de leurs Peuples.



Regina Yuditiasari cherche à renforcer le rôle des femmes dans la protection des territoires ancestraux.

École internationale de leadership 2023. Un espace de croissance collective





AMÉRIQUE LATINE

Jonery Becker Carranza
Nicaragua
Miskito

Medalith Rivera Maquera
Pérou
Aymara

Bridanny Marianne
Pérou
Aymara

Elizabeth Olvera
Mexique
Zapoteco

Yeshing Juliana Upun
Yoses
Guatemala
Maya Kaqchikel



ASIE

Regina Yuditasari
Indonésie
Dayak
/Kendawangan

Pema Wangmo Lama
Népal
Mugum

Richa Pradhan
Népal
Newa

Anima Debbarma
Inde
Borok



AFRIQUE

Maria Lelitoya
Kenya
Samburu

Herma Rötung
Kenya
Pokot

Irene Nainyeyie
Kenya
Masai



PACIFIQUE

Siobhon Rumurang McManus
Guam
Chamorro



“Merci au FIMI pour cette belle occasion de faire partie de l'École. Ce fut une expérience enrichissante pour moi; parfois un peu difficile, avec le travail, la maison, les devoirs et les obligations sociales, et les enjeux des temps qui courent; mais j'y suis arrivée.”

Richa Pradhan, Pueblo Newa

De notre bibliothèque: *Semences de force*

En mars 2023, le FIMI a publié le magazine *Semences de force: Histoires d'autonomisation et de lutte des Femmes autochtones*. Dans cette publication, nous présentons six chroniques correspondant à différentes régions socioculturelles incluses dans le mécanisme international qu'est le FIMI. Il s'agit d'histoires de Femmes leaders, d'organisations ou de communautés autochtones qui répondent à des situations complexes au moyen d'actions transformatrices.

Dans le présent rapport, nous aimerions partager l'histoire d'Aminatu Gambo, qui a fait partie de la première cohorte de l'École internationale de leadership, et qui a intégré l'équipe du FIMI en tant que coordinatrice de la participation politique.



Une direction d'avenir: Aminatu Gambo et le renforcement du pouvoir des Femmes autochtones

« Rebelle ». C'est ainsi qu'on la qualifiait dans la communauté Mbororo du Cameroun. Son mépris des conventions de genre, représenté par sa décision d'étudier à l'université au lieu de se marier, était vu avec suspicion. Cela reflète les inégalités de genre qui, enracinées dans certains Peuples autochtones, ont été accentuées par le passé colonial qui a imposé des stéréotypes occidentaux, limitant ainsi la mobilité et les libertés des femmes. **Aminatu Gambo savait qu'il lui fallait plus que de simples études pour changer le destin des filles comme elle. Sa détermination l'a amenée à devenir avocate, pour défier les conventions et lutter pour l'égalité de genre.**

Aminatu est une défenseure des droits de la personne qui travaille à la fois dans son pays et sur la scène internationale pour renforcer la participation et le plaidoyer politiques des Femmes autochtones. Née en 1986, elle a grandi dans la région autochtone Mbororo, située dans la zone frontalière du Cameroun. C'est là qu'elle a pris conscience des inégalités entre femmes et hommes et que s'est éveillée en elle la vocation de défendre les droits des Femmes autochtones. Durant

son adolescence, elle a remarqué que l'éducation des filles était reléguée à un rôle secondaire par rapport à l'éducation des garçons. Cela était dû aux rôles de genre historiquement reproduits dans sa société, comme dans de nombreuses régions du monde. Malgré cela, elle a décidé d'étudier le droit à l'Université de Yaoundé II pour contribuer à défendre l'avenir des femmes et des jeunes.

« Au nom de la tradition, beaucoup de gens dans ma communauté croient que les filles, dès qu'elles arrivent à 13 ou 14 ans, devraient se marier, avoir des enfants et être femmes au foyer, et que l'éducation est plutôt réservée aux hommes », explique Aminatu. « J'ai eu de la chance, car à l'enfance, j'ai reçu une bourse pour étudier en dehors de ma communauté. Cette école exigeait des parents qu'ils signent un document promettant de ne pas nous retirer de l'école pour nous marier. »



Au cours de sa première année d'université, Aminatu a commencé à travailler bénévolement dans une organisation en faveur des droits des filles et des femmes. C'est grâce à cette opportunité qu'elle a rencontré Lucy Mulenkei, vice-présidente du FIMI et coordinatrice de l'Organisation des Femmes autochtones africaines (AIWO), qui lui a servi de guide. « Sa mentore », comme elle l'appelle, l'a encouragée à devenir partenaire du réseau régional et, peu de temps après, **en 2013, Aminatu a participé à l'École internationale de leadership des Femmes autochtones du FIMI.** Ce mécanisme international lui a permis de rencontrer des Femmes autochtones de différentes régions du monde et de renforcer sa carrière comme promotrice de la participation politique des Femmes autochtones.

Le travail d'Aminatu pour le renforcement du pouvoir des femmes à travers le FIMI est inspirant. D'après cette défenseure des droits de la personne, les Femmes autochtones doivent d'abord, pour vraiment renforcer leur pouvoir, connaître les mécanismes, les politiques et les lois nationales et internationales qui sont à leur disposition et qu'elles doivent comprendre pour se défendre. « On ne peut défendre ses droits que si on les connaît », a-t-elle récemment déclaré dans une entrevue accordée au Festival international du film pour les droits de la personne en Colombie.

Dans un monde qui se résiste encore à reconnaître pleinement les Peuples autochtones et où les inégalités d'accès à l'information et à l'éducation politique prévalent, le leadership d'Aminatu cherche à favoriser l'émergence de davantage de leadership : des Femmes autochtones formées et habilitées à exercer leur influence sur les espaces décisionnels les plus importants de la planète.

En tant qu'ancienne coordinatrice de la Participation politique et du plaidoyer au FIMI, et conformément au mandat de l'organisation, elle a veillé à ce que davantage de femmes de diverses communautés puissent utiliser leur propre voix sur la scène internationale. Parmi ces espaces se démarquent ceux où il est question des droits de la personne, dont la Commission de la condition de la Femme (CSW), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), l'Instance permanente sur les questions autochtones (UNPFII) et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF), entre autres.



“ On ne peut défendre ses droits que si on les connaît », assure Aminatu.



En outre, Aminatu a partagé des outils pour assister à des événements tels que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP), où elle cherche à influencer les politiques mondiales et, surtout, à faire reconnaître l'importance du rôle des Femmes autochtones dans la lutte contre l'urgence climatique.

« Si les femmes n'occupent pas de postes de direction, il n'y aura jamais de changement », affirme Aminatu. D'après elle, l'un des plus grands obstacles à la participation des Femmes leaders autochtones aux événements internationaux est la difficulté d'obtenir des visas et d'effectuer les déplacements. Le FIMI les soutient en générant des occasions de dialogue et de plaidoyer.

« Les Femmes autochtones sont victimes de discrimination non seulement à l'extérieur de nos communautés parce qu'elles sont autochtones, mais aussi au sein de celles-ci, parce que les hommes nous ignorent dans la prise de décisions »,

La promotrice des droits des Femmes autochtones concentre son travail sur le partage des connaissances, la création d'espaces de négociation bilatérale, et le renforcement des capacités des femmes à se représenter elles-mêmes, le tout à travers différents séminaires, ateliers et campagnes. Son leadership est basé sur le transfert de connaissances et l'accompagnement : « Nous veillons à ce que les femmes parlent. Nous ne parlons pas pour elles. Lorsque le message vient d'elle, l'effet sur les États est beaucoup plus puissant », explique-t-elle.

« Un aspect important de la lutte internationale de ces Femmes leaders autochtones et du FIMI est de faire comprendre au monde et à son programme politique que les Femmes autochtones, bien qu'elles fassent partie de la catégorie générale des "femmes", connaissent des défis bien particuliers », explique Aminatu. Selon elle, de nombreux pays ne reconnaissent toujours pas l'existence — et encore moins les droits — des Peuples autochtones dans leur constitution, ce qui fait que les gouvernements ne tiennent pas compte de nos différences lors de la

explique Aminatu. « En effet, historiquement, les Femmes autochtones étaient considérées comme responsables de la maison et de l'éducation des enfants, tandis que les hommes étaient responsables des tâches liées à la sphère productive. »

Aminatu souligne l'importance de donner aux Femmes autochtones une position de leadership dans la prise de décisions qui affectent leur vie.

“ Si les femmes n'occupent pas de postes de direction, il n'y aura jamais de changement », affirme Aminatu.

mise en œuvre de lois et initiatives au niveau national. Le manque de programmes développés dans nos propres communautés locales, l'absence d'interprètes dans les hôpitaux qui parlent nos langues autochtones, et les écoles publiques dont les règlements ne tiennent pas compte de notre culture ne sont que quelques-unes des situations qui persistent dans de nombreux pays.

“ Nous veillons à ce que les femmes prennent la parole. Nous ne parlons pas pour elles. Lorsque le message vient d'elle, l'effet sur les États est beaucoup plus puissant.”



Aminatu a également assuré la coordination de l'Étude internationale sur la situation des Femmes autochtones, publiée par le FIMI en 2020. Ce rapport visait à rendre compte de la situation des Femmes autochtones 25 ans après la conférence de Beijing, et à passer en revue les mesures mises en œuvre pour vérifier si les gouvernements avaient tenu compte des Femmes autochtones dans leurs actions.

« Au long des 25 dernières années, et d'après ce rapport, les Femmes autochtones ne sont toujours pas différenciées de la société hégémonique des femmes. Nous œuvrons pour établir cette distinction. »

Malgré tout, Aminatu a confiance aux résultats et à l'impact de l'activisme et du plaidoyer. Elle nous rappelle que ce type de travail ne donne pas de résultats instantanés, nécessitant plutôt des années de dévouement et de patience. Elle nous assure toutefois que, peu importe le temps que cela prendra, un

changement sera visible à l'avenir : « Le FIMI grandit et son leadership est excellent. Nous apprenons chaque jour à nous améliorer un peu. En tant que l'un des plus grands réseaux internationaux de Femmes autochtones, le FIMI mène par l'exemple. »

Malgré les multiples obstacles qui se dressent devant nous en tant que Femmes et Filles autochtones, qu'il s'agisse d'obstacles culturels et religieux ou politiques et économiques, **Aminatu croit que la clé reste la même qui nous a tant mobilisées dans la jeunesse et qui peut changer des vies : l'éducation.** « Si une femme a accès à l'éducation, lorsqu'elle vit des situations de violence, elle aura la capacité de s'en rendre compte et saura comment les éviter. Elle saura comment obtenir du pouvoir économique. Offrir un meilleur accès à l'éducation serait vraiment la chose la plus importante. »







Réseaux pour le bien-vivre

« On nous a présenté de nouvelles semences; peut-être aurais-je pu construire moi-même une serre avec mon petit salaire, mais tous les enseignements qui nous ont été offerts en plus ont été d'une grande utilité. »

Lucía Elba Álvarez Paicura, Peuple Mapuche Cayún

« Nous croyons que les connaissances peuvent apporter une valeur ajoutée, mais seulement lorsqu'elles sont partagées avec les autres. En ce qui me concerne, je suis prêt à apprendre, mais aussi à enseigner. »

Fernando Aguilar Marcelino, Peuple Nahuat Pipil

Voix de nos partenaires : une fenêtre sur le bien-vivre

À partir du Fonds Ayni, le FIMI apporte des ressources en co-investissement. Nous soutenons ainsi des projets qui, depuis différents angles, favorisent le Bien-vivre. Pour mieux diffuser les impacts de ces projets, nous avons lancé en 2023 l'espace « Voix de nos partenaires » sur le site Web du FIMI.



Réunion de travail des femmes autochtones d'Asie à Bangkok, Thaïlande.

Le Fonds Ayni du FIMI mobilise et échange des ressources humaines, financières et matérielles pour accompagner des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des Femmes autochtones et de leurs communautés. À travers Ayni, tout au long de ces années, nous avons travaillé conjointement avec chacune des organisations autochtones impliquées dans ces projets. **Nous venons certes d'endroits différents, mais nous partageons des valeurs et des problèmes similaires. Nos contributions mutuelles attestent du lien fort et fertile que nous avons établi entre les sphères internationale et communautaire.**

Créé et dirigé spécialement par et pour les Femmes autochtones, le Fonds Ayni vise à octroyer des subventions qui répondent aux priorités des organisations et des femmes engagées dans la défense de leurs droits individuels et collectifs. Tout au long du cycle de subvention, nous concevons et documentons ces processus et diffusons leurs résultats, y compris des partenariats bilatéraux avec d'autres fonds.

De cette façon, nous accompagnons la mise en œuvre de chaque projet, de manière à renforcer les capacités et à mesurer l'impact de la proposition, à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés autochtones.

En 2023, nous avons décidé de lancer le projet « Voix de nos partenaires », une section du site Web du FIMI qui atteste de ce travail de documentation et qui met en relief la diversité et la pertinence des projets soutenus par le Fonds Ayni. Ces propositions portent sur différentes problématiques, comme la souveraineté alimentaire, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, les violences à l'égard des femmes, ou la revitalisation des langues maternelles, entre autres. Nous vous présentons ici deux de ces projets.

Déposer le pouvoir de la loi entre les mains des Femmes et Filles autochtones

Les Femmes autochtones massaïes au Kenya vivent dans une société patriarcale dans laquelle les hommes sont les seuls gardiens de la loi. Pour remédier à cette marginalisation historique, l'organisation Patinaai Osim a entrepris de remettre le pouvoir de la loi entre les mains des femmes en établissant un cadre juridique communautaire.

Pour renforcer le pouvoir politique et juridique des Femmes et Filles autochtones, Patinaai Osim, grâce au Fonds Ayni, a formé un réseau de 18 femmes qui ont chacune à leur tour formé 100 autres femmes à offrir une aide juridique à toute personne qui en aurait besoin.

Les activités contemplées comprenaient l'éducation communautaire par le biais d'émissions de radio sur les lois et les inégalités, et l'établissement d'un forum pour les juges et magistrats qui a débouché sur des engagements concrets pour assurer que les femmes puissent accéder à la justice.

De la terre mère à la marmite

L'organisation **Faith Foundation**, dans l'état du Meghalaya, en Inde, a travaillé avec des agricultrices de deux villages du district de Ri Bhoi, pour revitaliser et rendre plus durables les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires autochtones. Pour y arriver, des ateliers de lombricompostage, de biopesticides, de cartographie locale des semences, et d'autres formes d'agriculture biologique traditionnellement saines ont été offerts.

De plus, la Faith Foundation a facilité un échange de connaissances, entre adolescentes et femmes paysannes, sur les semences autochtones et les plantes sauvages comestibles, à travers des promenades et des ateliers de documentation.

« Ces ateliers nous ont fait prendre conscience de l'importance, de la richesse et de la force des ressources qui se trouvent dans nos communautés », a déclaré l'une des agricultrices participantes. « Lorsque le monde s'est fermé à cause de la COVID, nous avons compris que nous devons pouvoir compter sur les ressources de notre communauté, qui était notre seule source », a-t-elle ajouté.

Nos voix

Ces histoires font partie des 26 projets compris dans « Voix de nos partenaires », un espace inspiré par la philosophie du Bien-vivre. Ce sont des propositions

Pour en savoir plus...

Si vous souhaitez jeter un œil aux projets soutenus par le Fonds Ayni, visitez la section « Voix de nos partenaires » du site Web du FIMI. Vous y trouverez un article complet sur chaque projet avec des photos :

<https://fimi-iiwf.org/fr/nouveautes/voix-de-nos-partenaires/>



Femmes autochtones de l'organisation Faith Foundation à Ri Bhoi, Meghalaya, Inde.

qui illustrent comment les Femmes autochtones ont progressé dans l'exercice de leurs droits individuels et collectifs : nous revendiquons notre spiritualité, préservons nos langues et défendons la terre et les territoires de nos ancêtres.

Nos sœurs leaders et leurs organisations ont su faire face à différents types de violence avec sagesse et force. Elles sont toutes des exemples de courage et de résistance, et disposent d'une vaste connaissance de la dure réalité sociopolitique qu'elles vivent et ont décidé de transformer. **Connaître ces femmes et leurs histoires nous a permis de renforcer leurs capacités, de construire un réseau de collaboration entre les réseaux locaux plus fort, et de rassembler un plus grand nombre de membres pour nous aider à élever le programme de promotion de l'égalité et de l'inclusion en faveur des femmes dans le monde.**







La diversité culturelle et les différents points de vue

« Les chercheuses autochtones doivent observer, écouter, répéter, analyser et s'organiser à partir de leur propre réalité pour reconstruire nos systèmes de connaissances et défendre notre propriété intellectuelle en tant que Peuples autochtones. »

*Tarcila Rivera Zea, peuple Quechua,
présidente du FIMI*

« La recherche est un instrument collectif pour les femmes, les générations et les Peuples, car elle nous permet de désapprendre le déni, la honte et la peur liés à notre identité autochtone, et nous aide à guérir des oppressions historiques que nous avons intériorisées. »

*Lorena Lopez, du Peuple Maya K'iche,
chercheuse et conseillère du diplôme en
Recherche interculturelle du FIMI*

Gardiennes des savoirs ancestraux: rencontre de recherche interculturelle, décoloniale et de plaidoyer politique

Universitaires, chercheuses, spécialistes autochtones et étudiantes réfléchissent au besoin urgent d'une recherche décoloniale et transformatrice, tant dans son contenu que dans ses méthodologies. Nous encourageons un dialogue collaboratif et continu entre les systèmes de connaissances autochtones et non autochtones.

Face à la pénurie de médecins et de médicaments allopathiques générée par la crise sanitaire provoquée par la maladie du coronavirus (COVID-19), un groupe de guérisseuses adivasi, dans la région centrale de l'Inde, a récupéré les pratiques traditionnelles pour rétablir la santé de leurs communautés. « Toutes les femmes guérisseuses travaillent de manière indépendante depuis leur propre maison,

explique Mamta Kujur, originaire de la communauté d'Oorna; cependant, ce savoir millénaire doit être protégé par l'État. Le gouvernement doit créer une structure solide, avec des politiques, des programmes et des budgets, pour conserver et sauvegarder ces connaissances; nous pourrions ainsi poursuivre la tradition autochtone qui redonne la santé à nos populations. » Dans cette région de l'Inde, les femmes Adivasi conviennent qu'elles ont besoin d'un gouvernement qui connaît et valorise les pratiques et connaissances médicales communautaires.

« Nous avons des forêts pleines d'herbes que nous utilisons pour rétablir la santé, et des pratiques pour réduire la prévalence des maladies infectieuses; tout cela est intact dans nos écosystèmes, mais ne s'utilise pas correctement. Si nous formons plus de guérisseuses traditionnelles, ces connaissances pourront être transmises à d'autres générations », explique la travailleuse sociale Malti Tirkey. En Inde, les Femmes autochtones récupèrent des méthodes et remèdes ancestraux, tout en diffusant dans les langues autochtones l'importance de prendre soin des forêts et des pratiques et connaissances médicales traditionnelles autochtones.



Dans le but de générer des éléments de preuve, des données et des connaissances décoloniales pour renforcer le plein exercice des droits des Peuples autochtones, le programme de Recherche et échange de connaissances du Forum international des Femmes autochtones (FIMI) a organisé du 27 au 29 mars 2023, au Panama, la Rencontre de chercheuses autochtones gardiennes des savoirs ancestraux. Dans ce cadre, nous avons tout d'abord entrepris de générer nos propres processus de recherche basés sur des engagements, responsabilités et actions collectives pour la déconstruction de l'épistémologie hégémonique. Ensuite, nous avons abordé le plaidoyer et l'articulation politique pour la défense des droits individuels et collectifs des Femmes, Filles et Jeunes autochtones, et de la Terre mère.



“ Si nous formons plus de guérisseuses traditionnelles, ces connaissances pourront être transmises à d'autres générations », explique la travailleuse sociale Malti Tirkey.



Dans le cadre de la rencontre, nous avons tenu un dialogue intitulé **Pourquoi une recherche interculturelle et décoloniale — Contributions des Femmes autochtones à la construction de connaissances culturellement pertinentes**. Lors de l'événement, des chercheuses autochtones et non autochtones ont réfléchi au besoin urgent d'une recherche décoloniale et transformatrice pour initier et maintenir un dialogue collaboratif et continu entre les systèmes de connaissances autochtones et non autochtones.

En guise d'introduction, **Teresa Zapeta**, femme Maya K'iche du Guatemala et directrice générale du FIMI, a expliqué que, depuis 2007, le FIMI met en œuvre son programme de Recherche et d'échange de connaissances, à travers lequel nous avons initié un processus de reconstruction épistémologique pour faire face à l'oppression et à la domination du système éducatif occidental. « Nous avons besoin de notre propre méthodologie pour faire de la recherche et rompre avec cette idée que nous devons être étudiées, que nous sommes des objets de recherche plutôt que sujets de recherche. Nous voulons montrer au monde que nous ne devrions pas seulement être des objets, nous voulons être des sujets de recherche et donner nous-même la direction à la recherche », a-t-elle ajouté.

Suivant cette déclaration, les femmes suivantes ont apporté leurs contributions: **Tarcila Rivera Zea**, Quechua du Pérou et présidente du FIMI; **Binalakshmi Nepam**, de la région Nord-Est de l'Inde, fondatrice du Manipur Women Gun Survivors Network et de l'Alliance mondiale des Peuples autochtones, Justice de genre et Paix; **Lorena López**, Maya Kiche du Guatemala, chercheuse et conseillère du diplôme en Recherche interculturelle du FIMI; **Lucy Mullenkei**, Massai du Kenya, vice-présidente du FIMI; et **Myrna Cunningham**, Miskitu du Nicaragua, docteure et activiste. **Elles ont parlé de la pertinence de jeter des ponts entre les différentes parties prenantes du monde universitaire à travers l'échange de connaissances, d'expériences, de méthodologies et de bonnes pratiques en matière de recherche avec une approche interculturelle, communautaire et provenant de la propre voix des Femmes autochtones.**

Lors de son intervention, **Tarcila Rivera Zea** a souligné l'importance de récupérer la tradition orale comme source de connaissances et de transmission des savoirs ancestraux, sans la restreindre aux formes d'oppression et de domination des systèmes éducatifs actuels. « Aujourd'hui, les chercheuses autochtones ont un énorme défi à relever, car les connaissances orales ne devraient pas être évaluées ou enseignées avec les méthodes pédagogiques occidentales », a-t-elle déclaré.



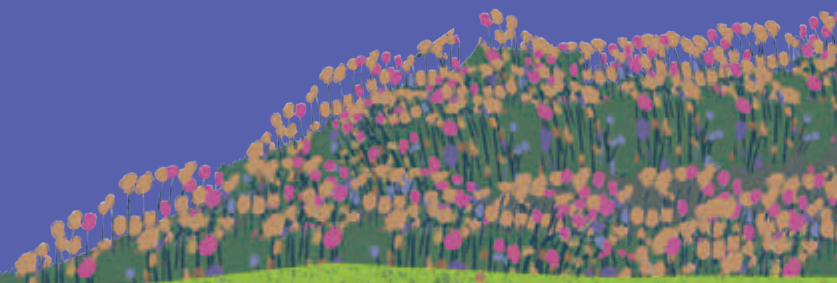
Binalakshmi Nepram a expliqué que l'appropriation culturelle était une autre forme d'extractivisme territorial, qui réduit le savoir collectif des Peuples à une simple marchandise qui peut être échangée ou vendue dans des universités étrangères. « Nous devons protéger les pratiques traditionnelles de génération et de transmission des connaissances; il est nécessaire de créer des universités autochtones internationales et de former leurs éducateurs », a-t-elle proposé.

À la question de savoir pourquoi la recherche interculturelle était importante pour le plaidoyer et pour les organisations de Femmes autochtones, Lorena López, spécialiste en ethnicité, genre et droit autochtone, a répondu : « Les études interculturelles nourrissent et éveillent les pensées et sensations collectives ancrées dans le cosmos qui sont à la racine des systèmes de vie. » Cela permet, selon la chercheuse, d'« alimenter le travail de plaidoyer aux niveaux international, régional et local et de générer des données sur les situations qui ont un impact sur la vie des Femmes autochtones, afin de contribuer à la transformation politique de leur vie personnelle et communautaire. »

Parlant des défis qui pèsent sur les chercheuses autochtones, **Lucy Mulenkei** a affirmé qu'il était essentiel de protéger nos connaissances des personnes qui ne font qu'extraire des informations des communautés et ne reviennent pas. À cet égard, elle a déclaré : « Nous devons apprendre à systématiser la transmission de nos connaissances et choisir de les placer dans le domaine public ou privé, car il existe des informations sacrées que nous ne partageons pas afin qu'elles ne soient pas altérées ou déformées. »

Lors de la rencontre, les spécialistes autochtones, avec leur vaste expérience en recherche interculturelle, ont convenu de positionner et de protéger ces connaissances en tant que biens culturels des communautés. De même, elles ont souligné leur potentiel politique transformateur et décolonial pour la défense des droits individuels et collectifs des Femmes et des Peuples autochtones.

« Nous faisons de la recherche documentaire pour nous décoloniser et changer les structures qui veulent nous voir opprimées. Nous pouvons changer les conditionnements qui nous contrôlent si nous nous intégrons au système éducatif et défions les structures de pouvoir en place en formant des alliances de recherche avec des institutions, les gouvernements, les autorités et les Femmes autochtones », a déclaré **Myrna Cunningham**. « L'important est que ce que nous faisons ensemble contribue à l'action politique commune », a-t-elle conclu.



“ Nous devons protéger les pratiques traditionnelles de génération et de transmission des connaissances; il est nécessaire de créer des universités autochtones internationales et de former leurs éducateurs », a déclaré **Binalakshmi Nepram**.





Pour en savoir plus...

Dans le cadre de nos efforts pour renforcer la recherche sur les questions d'impact pour les Femmes autochtones, nous avons lancé en 2023 la quatrième édition du diplôme en Recherche interculturelle du FIMI. Des femmes leaders de différentes régions du monde y ont participé, partageant les travaux de recherche qu'elles mènent dans leurs communautés.

Si vous souhaitez en connaître davantage sur les objectifs et les stratégies du programme de Recherche et échange de connaissances du FIMI, visitez notre site Web :

<https://fimi-iiwf.org/fr/nos-programmes/de-recherche-et-de-partage-des-connaissances/>

